

Un diplôme en finances locales prisé des collectivités

Le master de finances publiques option « collectivités locales », de l'université Paris I forme une trentaine de professionnels par an, que les collectivités s'arrachent.

Dans un paysage où très peu de formations universitaires offrent une spécialité en finances locales, le master de Paris I attire les recruteurs (*lire le témoignage ci-contre*). Créé il y a dix ans et dirigé par Michel Bouvier, le master de finances publiques (ancien DESS administration et finances des collectivités territoriales) propose une spécialisation, dans le cadre de la deuxième année (M2), « droit, administration et gestion financière des collectivités locales ». Mais ce sésame, qui permet à chacun des diplômés de trouver un poste très rapidement, a un prix : une sélection drastique.

Michel Bouvier reçoit plus de deux cents dossiers par an pour l'entrée en M2. « Nous retenons des étudiants qui ont soit validé la première année (M1), soit sont titulaires d'une M1 en droit ou sciences

politiques. Nous opérons une première sélection des dossiers pour ne garder que les candidats les plus motivés. Ils passent ensuite un oral au cours duquel nous insistons sur la difficulté de notre master ainsi que sur la charge de travail demandée. Nous souhaitons constituer un groupe soudé où aucun élève ne vient en touriste. »

Deux stages pratiques. Les étudiants sont tous formels, l'offre et l'organisation du master constituent la formule qu'ils recherchaient. Violaine Jan, encore étudiante, et Farid Smaoun, diplômé l'an dernier et tout nouveau chargé des subventions à la communauté d'agglomération du Val de France (Val-d'Oise), voulaient tous les deux, après une maîtrise en droit public, bénéficier d'enseignements assez généraux, mais aussi approfondir plusieurs dossiers, tels que les marchés publics. L'offre est en effet très riche : financement de l'intercommunalité, gestion financière des grandes métropoles, pluriannualité et programmations budgétaires, gestion de la dette et des nouveaux instruments financiers, etc.

Mais surtout, durant l'année, les étudiants sont confrontés par deux fois au monde des collectivités locales. Claire Heid, diplômée en septembre 2004 et désormais directrice adjointe des finances d'Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine), a ainsi réalisé son stage obligatoire de trois mois à Boulogne-Billancourt, au contrôle de gestion. « Et j'ai effectué le second, qui donne lieu à la réalisation d'une étude, à la



TÉMOIGNAGE Nathalie Blévin, directrice des finances d'Issy-les-Moulineaux

« Un véritable vivier pour trouver des jeunes correctement formés »

« Nous prenons très régulièrement des stagiaires de ce master à la direction des finances et dans les différents services financiers de la ville (achats, par exemple). C'est un vivier très intéressant pour nous qui avons du mal à trouver des jeunes correctement formés. J'ai recruté une étudiante titulaire de ce master en octobre 2004, pour un poste d'adjointe aux finances. Claire Heid répond tout à fait aux attentes. Elle a une très bonne approche des finances publiques et une connaissance très satisfaisante des problématiques, en plus d'un esprit très pratique et d'une forte adaptabilité. J'avais besoin de recruter un agent pour m'assister dans les analyses financières, leurs rédactions et la communication financière. Elle est en outre désormais en charge de la gestion de la dette. »

Direction générale de la comptabilité publique (DGCP), sur le thème des relations financières entre les établissements de coopération intercommunale et leurs communes membres. »

Des étudiants à l'aise. L'équipe pédagogique du master est également un atout majeur. Aux côtés de Michel Bouvier et Marie-Christine Esclassan, tous les deux co-directeurs de la « Revue française de finances publiques », interviennent les directeurs généraux adjoints du

conseil général des Hauts-de-Seine et de la région Centre, mais aussi des représentants de la DGCP, des chambres régionales des comptes ou encore de bureaux d'études. Selon Michel Bouvier, les étudiants s'habituent ainsi à « côtoyer des personnes qui sont réputées inaccessibles. Ils sont dès lors à l'aise avec tout le monde. Les étudiants ne s'en rendent pas forcément compte, mais nous leur distillons cet enseignement complémentaire tout à fait sciemment ».

Marion Cabellic

LES POINTS CLÉS

- **Objectif :**
Répondre à la demande locale de responsables de haut niveau, formés à la gestion et aux finances publiques.
- **Deux spécialisations en deuxième année.**
Dont « droit, administration et gestion financière des collectivités locales ».
- **25 élèves par promotion.**
Ils sont admis sur dossier après une M1 (ex-licence) de droit, économie, etc. ou une expérience significative dans une administration.
- **Une forte demande de la part des recruteurs.**
Tous les élèves trouvent un poste à la sortie du master.